



Conseil économique  
et social

Distr.  
GÉNÉRALE

E/CN.3/1995/19  
23 janvier 1995  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ESPAGNOL

COMMISSION DE STATISTIQUE  
Vingt-huitième session  
27 février-3 mars 1995  
Point 12 de l'ordre du jour provisoire\*

ÉVALUATION ET SUIVI DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Travaux de la Commission économique pour l'Amérique latine et les  
Caraïbes relatifs à l'élaboration de profils de la pauvreté

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
INTRODUCTION . . . . .	1 - 5	2
I. ÉVALUATION DE LA PAUVRETÉ . . . . .	6 - 16	3
A. Méthodes d'évaluation . . . . .	6 - 10	3
B. Sources d'information . . . . .	11 - 16	4
II. AMPLEUR DE LA PAUVRETÉ : PRINCIPALES CONCLUSIONS . .	17 - 21	5
III. SITUATION ACTUELLE ET PERSPECTIVES . . . . .	22 - 30	9
IV. PUBLICATIONS DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES SUR LE THÈME DE LA PAUVRETÉ . . . . .	31	11
<u>Annexe.</u> Tableaux supplémentaires . . . . .		12

\* E/CN.3/1995/1.

## INTRODUCTION

1. La crise de la dette extérieure qu'ont connue l'Amérique latine et les Caraïbes au cours des années 80 a eu de graves répercussions sur la situation sociale des pays de la région. Le revenu des ménages et les dépenses sociales ont brutalement chuté. Les problèmes de revenu des classes moyenne et inférieure s'en sont trouvés aggravés à court terme et l'élaboration de politiques dans des domaines comme l'éducation, la santé, le logement et la sécurité sociale en a été entravée à moyen et à long terme.

2. De ce fait, le nombre de ménages dont les revenus ne suffisent pas à assurer les besoins fondamentaux en nourriture et autres biens et services qui dépendent des niveaux de revenus à court terme a considérablement augmenté, bien que le nombre de ménages dépourvus d'un logement décent et n'ayant pas accès à l'eau potable et à d'autres services de base qui ne dépendent pas autant des revenus à court terme n'ait pas beaucoup évolué. La durée de la crise et la réduction des dépenses publiques ont eu pour effet d'accentuer la pauvreté dans la plupart des pays de la région : l'intérêt politique suscité par ce phénomène a grandi et les initiatives visant à le combattre ont pris une importance capitale.

3. Au début des années 80, les statistiques sur le pourcentage d'individus et de familles vivant dans la pauvreté dans la région étaient rarement disponibles. Les données qui auraient permis de tirer des conclusions solides sur l'origine et l'ampleur du problème de la pauvreté ainsi que les théories qui auraient permis de les analyser étaient insuffisantes. Mais, les effets de la crise étaient bien là : une augmentation du chômage déclaré et du sous-emploi; une baisse des salaires réels; une réduction des transferts, subventions et services fournis par l'État; et une paupérisation des ménages.

4. La nécessité de concevoir des politiques de lutte contre la pauvreté, en particulier en faveur des plus indigents, a créé une forte demande d'informations permettant d'identifier cette catégorie d'individus et de les localiser, ainsi que de données sur les caractéristiques socio-économiques des groupes à faible revenu. C'est ainsi que l'on en est venu à contrôler les effets des politiques d'ajustement structurel conçues pour redresser les déséquilibres macro-économiques internes et externes et à changer le modèle de développement.

5. La plupart des pays de la région se sont à cet égard attachés à rendre les informations dans le domaine social plus facilement disponibles, en mettant l'accent sur l'exécution et la consolidation des programmes permanents d'enquête sur les ménages. La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et d'autres organismes internationaux ont pour leur part encouragé l'élaboration d'études qui ont contribué à sous-tendre sur les plans conceptuel, méthodologique et empirique l'analyse des questions liées à la pauvreté et à mettre l'accent sur la prise de mesures concertées en vue de formuler des politiques dans ce domaine.

## I. ÉVALUATION DE LA PAUVRETÉ

### A. Méthodes d'évaluation

6. Il a fallu non seulement préciser la notion de pauvreté, mais définir rigoureusement les questions méthodologiques et pratiques complexes que soulève l'identification des individus et ménages vivant dans la pauvreté, thème qui a été abondamment traité dans de nombreuses études de la CEPALC<sup>1</sup>. Les études consacrées à la pauvreté dans les pays d'Amérique latine utilisent généralement deux approches distinctes ayant pour caractéristique commune l'évaluation de la capacité de chaque ménage d'assurer ses besoins fondamentaux d'une part, et son accès effectif à des sources spécifiques de revenus d'autre part.

7. La première approche est appelée la méthode du revenu et découle du calcul du seuil de pauvreté qui correspond au revenu minimal permettant à un ménage de subvenir aux besoins fondamentaux de ses membres. Conformément à la nomenclature généralement utilisée par la CEPALC, les ménages dont les revenus sont situés en-deçà du montant minimal sont considérés comme vivant dans la pauvreté; les ménages dont les revenus sont si inférieurs au montant minimal que même si l'intégralité en est allouée à l'achat de nourriture, les besoins nutritionnels des membres de la famille ne peuvent être complètement satisfaits sont considérés comme vivant dans l'indigence.

8. La deuxième approche repose sur l'établissement de cartes des besoins fondamentaux non satisfaits; elle vise à évaluer le poids relatif et les caractéristiques des populations vivant dans différents endroits du pays auxquels sont associées certaines pénuries extrêmes, notamment en ce qui concerne le logement et l'accès à des services de base (eau, assainissement, éducation). La valeur et l'importance des indices des cartes des besoins fondamentaux non satisfaits dépendent des critères utilisés pour définir les carences : si les carences ne sont évaluées que lorsqu'elles sont aiguës, les données révéleront bien entendu un déficit extrême.

9. L'utilisation simultanée des indices des cartes des besoins fondamentaux non satisfaits et de ceux qui servent à évaluer l'insuffisance du revenu donne une idée exacte de la pauvreté. Lorsque les deux indices sont bas et en baisse, la situation est optimale; lorsqu'ils sont élevés et en hausse, il y a lieu de quoi être préoccupé. Autrement dit, l'idéal serait que les ménages ne souffrent de pénuries d'aucune sorte; l'existence de l'une ou de l'autre pénurie suffit pour rendre la situation difficile. En fait, la pauvreté présente de nombreuses variantes, allant du cas des ménages pauvres mais non indigents et ayant des problèmes de logement à celui des ménages indigents ayant de très graves problèmes de logement.

10. Une fois que les ménages vivant dans la pauvreté sont identifiés, leurs caractéristiques économiques, sociales, démographiques et géographiques peuvent être stratifiées et analysées pour le compte des décideurs. La diversité des pénuries appelle la mise en place de politiques et programmes différents ainsi que l'identification de groupes selon la catégorie professionnelle, l'éducation ou le caractère rural ou urbain, et selon d'autres caractéristiques qui permettent l'élaboration et la mise en oeuvre d'instruments politiques efficaces.

## B. Sources d'information

11. Les principales sources d'information qui servent à évaluer et à analyser la pauvreté en Amérique latine et dans les Caraïbes, en s'inspirant des méthodes susmentionnées, sont les recensements de la population et de l'habitation et les enquêtes sur les ménages. Les informations ainsi obtenues sont systématiquement évaluées pour en établir la compatibilité et la fiabilité grâce à une analyse qui tient compte d'informations provenant d'autres sources. C'est ainsi que les estimations des revenus et des dépenses des ménages contenues dans le système de comptabilité nationale servent à comparer et à évaluer les distorsions qui entachent les évaluations tirées des recensements et enquêtes.

12. Le modèle et le contenu des questionnaires de recensement utilisés dans la région ont été très uniformisés. En général, ces questionnaires sont précieux dans la collecte des informations nécessaires, mais d'une efficacité réduite lorsqu'il s'agit d'étudier des cartes des besoins fondamentaux non satisfaits et, en particulier, de recueillir des données sur le logement et les services de base, l'accès à l'éducation et l'emploi. Par conséquent, les résultats se prêtent pour l'essentiel à une comparaison entre pays. En outre, la portée des recensements permet d'obtenir des données désagrégées, ce jusqu'au niveau des municipalités ou des districts, ce qui n'est pas toujours possible avec les enquêtes, tributaires des échantillons utilisés. La plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont fini d'exécuter et d'évaluer leurs recensements de la population et de l'habitation de 1990 (voir tableau A.1 et A.2). Les derniers recensements ont permis à certains pays (Argentine, Bolivie, Équateur, Mexique et Venezuela) de dresser des cartes des besoins fondamentaux non satisfaits qui étaient précédemment établis sur la base du recensement antérieur et permis à d'autres (Chili et Pérou) de se lancer dans cette entreprise.

13. On distingue au moins trois types d'enquête sur les ménages, dont chacun sert à calculer des indicateurs sociaux de la pauvreté. Premièrement, il y a l'enquête sur les ménages à objectifs multiples qui est un programme permanent ou périodique. Ce type d'enquête, menée au moins une fois par an, vise généralement à évaluer l'emploi et à recueillir des données sur le logement ainsi que sur toute une série de caractéristiques individuelles (démographie, migration, éducation et revenus). Par ailleurs, la plupart des enquêtes de ce type comportent souvent des modules spéciaux joints au questionnaire principal. Ces modules présentent l'intérêt d'être peu coûteux et de bien se prêter aux besoins de l'enquête et de la recherche sur certains thèmes comme le travail des femmes, l'éducation, la formation et l'accès aux services de santé.

14. Le deuxième type d'enquête sur les ménages correspond à l'enquête sur les revenus et les dépenses ou les budgets des ménages, qui est effectuée moins fréquemment et à différents intervalles. Il comporte notamment des analyses d'échantillons qui fournissent des données factuelles utiles pour l'examen de la situation sociale. Outre qu'elles renseignent sur certaines caractéristiques générales des individus et des ménages, ces enquêtes contiennent généralement des relevés détaillés sur les revenus et les dépenses familiales, sur lesquels on se fonde pour établir des assortiments de produits alimentaires de base qui sont utilisés pour fixer les seuils de pauvreté. Elles permettent en outre d'opérer un contrôle statistique sur le caractère saisonnier des revenus et des dépenses, puisque les ménages sont interrogés tout au long de l'année. Les

données qui en résultent sont de qualité relativement élevée et influent sur les outils et procédés de collecte, les méthodes d'évaluation (l'équilibre des recettes et des dépenses et les vérifications aux points de vente) et sur le choix de l'enquêteur qui, dans de nombreux cas, est le déclarant direct. Une étude des dépenses de consommation résultant de politiques économiques spécifiques est aussi, souvent, intégrée au cadre conceptuel de la comptabilité nationale, en particulier pour ce qui est de la structure de la consommation des ménages. Malheureusement, le caractère très sporadique de ce type d'enquête, souvent dû notamment à son coût élevé, sa portée généralement internationale et son extrême complexité concourent à entraver la réalisation des objectifs susmentionnés et à compromettre sa fiabilité. De surcroît, sa vaste portée rend difficile l'analyse plus détaillée de questions comme l'éducation ou le logement ou l'intégration d'autres questions comme l'accès aux services de santé et les transferts publics non monétaires.

15. Le troisième type d'enquête sur les ménages correspond à l'enquête spécialement conçue comme un mode d'évaluation suivie de la pauvreté dans la région, indépendamment des enquêtes sur les conditions de vie effectuées par la Banque mondiale. Ces enquêtes suivies ont lieu tous les deux ou trois ans et examinent largement ou à fond des questions spécifiques telles que les effets des programmes politiques et sociaux sur diverses couches de la population. L'une de ces études qui connaît une influence grandissante en Amérique latine est l'enquête nationale sur les caractéristiques socio-économiques du Chili. L'ensemble des ressources ou revenus du ménage, l'accès aux programmes spécifiques d'assistance (cantine scolaire, subventions alimentaires ou aide au logement, etc.) et les services publics (santé, éducation, infrastructure, etc.) dont il bénéficie sont également examinés pour évaluer l'impact et l'orientation de ces programmes et services. Ces enquêtes suivies sous-tendent également l'analyse des importantes caractéristiques des groupes qui bénéficient des données sur les ménages recueillies dans le cadre des enquêtes sans figurer dans les dossiers administratifs du programme.

16. Des informations générales relatives aux enquêtes sur les ménages effectuées dans les pays d'Amérique latine et les possibilités de les améliorer dans un proche avenir sont présentées ci-après (voir par. 20 en particulier).

## II. AMPLEUR DE LA PAUVRETÉ : PRINCIPALES CONCLUSIONS

17. Selon les estimations les plus récentes de la CEPALC<sup>2</sup>, le pourcentage de la population de la région vivant dans la pauvreté a atteint 46 % en 1990, soit un accroissement de 3 % par rapport au pourcentage enregistré au milieu des années 80. Entre 1980 et 1990, le nombre des personnes vivant dans la pauvreté a augmenté de 60 millions, annulant ainsi les progrès accomplis dans les années 70. Cependant, la population urbaine a été plus sérieusement touchée que la population rurale : près de 53 millions des 60 millions de nouveaux pauvres habitent dans des zones urbaines. La pauvreté en Amérique latine est ainsi devenue un phénomène essentiellement urbain bien que son incidence et son intensité continuent d'être relativement plus élevées dans les zones rurales (voir tableau 1).

Tableau 1

Ampleur de la pauvreté en Amérique latine, 1970-1990

	Pauvres <sup>a</sup>			Indigents <sup>b</sup>		
	Total	Zones urbaines	Zones rurales	Total	Zones urbaines	Zones rurales
<u>En pourcentage du nombre total d'habitants</u>						
1970	45	29	67	24	13	40
1980	41	30	60	19	11	33
1986	43	36	60	21	14	36
1990 <sup>c</sup>	46	39	61	22	15	37
<u>En milliers de personnes</u>						
1970	119 800	44 200	75 600	63 700	19 900	43 800
1980	135 900	62 900	73 000	62 400	22 500	39 900
1986	170 200	94 400	75 800	81 400	35 800	45 600
1990 <sup>c</sup>	195 900	115 500	80 400	93 500	44 900	48 600

Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

<sup>a</sup> Personnes dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté, y compris celles vivant dans l'indigence.

<sup>b</sup> Personnes dont le revenu est inférieur au seuil d'indigence.

<sup>c</sup> Estimation pour 19 pays de la région.

18. La tendance à la paupérisation croissante s'est un peu ralentie ces dernières années, au moins pour certains pays de la région. Selon les estimations de la CEPALC, au début des années 90, six pays d'Amérique latine – Argentine, Bolivie, Chili, Mexique, Uruguay et Venezuela – avaient enregistré une diminution sensible de l'indice de la pauvreté et de l'indigence dans les zones urbaines et rurales (voir tableau 2). Dans les zones urbaines, le pourcentage de ménages vivant dans la pauvreté dans ces pays est tombé de quatre à six points sur deux à trois ans, alors que le pourcentage de personnes vivant dans l'indigence est tombé d'un à cinq points. Dans les zones rurales, le pourcentage de ménages vivant dans la pauvreté est tombé de trois à sept points au Chili, au Mexique et au Venezuela. Cette diminution est allée de pair avec une baisse du nombre absolu de ménages pauvres ainsi qu'une réduction sensible de l'intensité de la pauvreté ("les degrés de la pauvreté").

Tableau 2

Ampleur de la pauvreté et de l'indigence dans 14 pays d'Amérique latine, 1970-1992

(En pourcentage du nombre total d'habitants)

	Ménages dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté <sup>a</sup>					Ménages dont le revenu est inférieur au seuil d'indigence				
	Total	Zones urbaines			Zones rurales	Total	Zones urbaines			Zones rurales
		Total	Zones métropolitaines	Zones urbaines			Total	Zones métropolitaines	Zones urbaines	
Argentine										
1970	8	5	..	..	19	1	1	..	..	1
1980	9	7	5	9	16	2	2	1	2	4
1986	13	12	9	15	17	4	3	3	4	6
1990	..	..	16	..	..	..	..	4	..	..
1992	..	..	10	..	..	..	..	1	..	..
Bolivie										
1989	..	50	..	..	..	..	22	..	..	..
1992	..	46	..	..	..	..	18	..	..	..
Brésil										
1970	49	35	..	..	73	25	15	..	..	42
1979	39	30	21 <sup>b</sup>	34	62	17	10	6 <sup>b</sup>	12	35
1987	40	34	24 <sup>b</sup>	37	60	18	13	8 <sup>b</sup>	16	34
1990	43	39	..	..	56	..	22	..	..	..
Chili										
1970	17	12	..	..	25	6	3	..	..	11
1987	38	37	33	40	45	14	13	11	15	16
1990	35	34	30	38	36	12	11	9	13	15
1992	28	27	22	30	29	7	7	5	8	9
Colombie										
1970	45	38	..	..	54	18	14	..	..	23
1980	39	36	30	37	45	16	13	10	14	22
1986	38	36	31	37	42	17	15	11	16	22
1990	..	35	..	..	..	..	12	..	..	..
1992	..	38	..	..	..	..	15	..	..	..
Costa Rica										
1970	24	15	..	..	30	6	5	..	..	7
1980	22	16	15	17	28	6	5	5	6	8
1986	25	21	19	22	28	8	6	5	6	10
1990	24	22	20	25	25	10	7	5	9	12
1992	25	25	22	29	25	10	8	7	9	12
Guatemala										
1970	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1980	65	41	26	52	79	33	13	5	19	41
1986	68	54	45	59	75	43	28	20	31	53
1990	..	..	..	..	72	..	..	..	..	45
Honduras										
1970	65	40	..	..	75	45	15	..	..	57
1986	71	53	..	..	81	51	28	..	..	64
1990	75	65	..	..	84	54	38	..	..	66
1992	73	66	..	..	79	50	38	..	..	69

	Ménages dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté <sup>a</sup>					Ménages dont le revenu est inférieur au seuil d'indigence				
	Total	Zones urbaines			Zones rurales	Total	Zones urbaines			Zones rurales
		Total	Zones métropolitaines	Zones urbaines			Total	Zones métropolitaines	Zones urbaines	
Mexico										
1970	34	20	..	..	49	12	6	..	..	18
1977	32	.. <sup>c</sup>	.. <sup>c</sup>	.. <sup>c</sup>	.. <sup>c</sup>	10	.. <sup>c</sup>	.. <sup>c</sup>	.. <sup>c</sup>	.. <sup>c</sup>
1984	34	28	.. <sup>d</sup>	.. <sup>d</sup>	45	11	7	.. <sup>d</sup>	.. <sup>d</sup>	20
1989	39	34	..	..	49	14	9	..	..	23
1992	36	30	..	..	46	12	7	..	..	20
Panama										
1970	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
1979	36	31	27	42	45	19	14	12	19	27
1986	34	30	27	41	43	16	13	11	19	22
1989	38	34	32	42	48	18	15	14	20	25
1991	36	34	32	40	43	16	14	14	15	21
Paraguay										
1986	..	..	46	..	..	..	..	16	..	..
1990	..	..	37	..	..	..	..	10	..	..
1992	..	..	36	..	..	..	..	13	..	..
Pérou										
1970	50	28	..	..	68	25	8	..	..	39
1979	46	35	29	41	65	21	12	9	15	37
1986	52	45	37	53	64	25	16	11	22	39
Uruguay										
1970	..	10	..	..	..	4	..	..	..	..
1981	11	9	6	13	21	3	2	1	3	7
1986	15	14	9	19	23	3	3	2	4	8
1990	..	12	7	17	..	..	2	1	3	..
1992	..	8	4	12	..	..	1	1	2	..
Venezuela										
1970	25	20	..	..	36	10	6	..	..	19
1981	22	18	12	20	35	7	5	3	6	15
1986	27	25	16	28	34	9	8	4	9	14
1990	34	33	25	36	38	12	11	7	12	17
1992	33	32	21	35	36	11	10	6	12	10

Note : Les deux points (..) indiquent que les données ne sont pas disponibles ou ne sont pas présentées séparément.

<sup>a</sup> Y compris les ménages vivant au-dessous du seuil d'indigence ou d'extrême pauvreté.

<sup>b</sup> Moyenne combinée de Rio de Janeiro et de Sao Paulo.

<sup>c</sup> Information disponible seulement au niveau national.

<sup>d</sup> La taille de l'échantillon n'est pas assez importante pour permettre des estimations pour le district fédéral.

19. Autre aspect de la pauvreté en Amérique latine analysé dans les études de la CEPALC<sup>3</sup> : un grand nombre de ménages vivent juste au-dessus du seuil de pauvreté. À l'exception de l'Argentine et de l'Uruguay, dans tous les pays de la région, les revenus dont disposent 10 à 15 % du total des ménages ne représentent que 0,9 à 1,25 fois le montant du revenu par habitant correspondant au seuil de pauvreté. On comprend mieux pourquoi, pendant les périodes de

/...



récession ou de reprise économique, on relève d'importantes augmentations ou diminutions de l'incidence de la pauvreté. La description des différents types de ménages pauvres et vulnérables donne des éléments d'information qui permettent d'arrêter des politiques sociales et des programmes de lutte contre la pauvreté.

20. L'affaiblissement récent de l'incidence de la pauvreté dans la région cadre avec les autres indicateurs de développement social et économique ainsi qu'avec l'évolution de ceux-ci depuis quelques années. C'est ainsi que les améliorations susmentionnées de l'indice de pauvreté en Argentine et dans d'autres pays résultent pour l'essentiel de la croissance du produit par habitant, de la diminution du chômage déclaré et de l'inflation ainsi que de l'augmentation des salaires d'importantes couches de la population active.

21. Il ressort également de la qualité actuelle des indicateurs de pauvreté que d'importants progrès ont été accomplis pour rendre l'information disponible et accessible. Comme on le verra plus loin, environ 75 % des pays d'Amérique latine fournissent régulièrement des informations qui peuvent servir de base à une évaluation précise de la pauvreté. En outre, du fait de l'extension progressive des zones couvertes, nombre de ces pays disposent à présent de statistiques nationales sur le sujet, et la plupart ont ramené le décalage entre la production et la diffusion de données à environ deux ans, certains même à moins d'un an.

### III. SITUATION ACTUELLE ET PERSPECTIVES

22. Par ailleurs, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont acquis depuis plus de 20 ans, et tout particulièrement au cours de ces 10 dernières années, une expérience importante dans la réalisation d'enquêtes sur les ménages.

23. Ainsi constate-t-on ces dernières années une augmentation progressive du nombre de pays qui procèdent régulièrement à ce type d'enquêtes et réalisent, de façon permanente ou périodique, des enquêtes à objectifs multiples sur les ménages (voir le tableau A.3). Au début des années 90, 17 pays d'Amérique latine sur 20 étaient dans ce cas, de même que plus de 50 % des pays des Caraïbes. Les autres pays ont également effectué nombre d'enquêtes, mais celles-ci, réalisées d'une manière occasionnelle, étaient généralement axées sur des thèmes spécifiques et ne s'inscrivaient pas dans un programme cohérent et systématiquement appliqué.

24. Cette augmentation s'est traduite par une extension des zones géographiques couvertes par les enquêtes et par l'introduction de plus en plus fréquente de nouveaux thèmes, tandis que la recherche continue sur d'autres thèmes s'est intensifiée. Comme indiqué au paragraphe 13 ci-dessus, l'adjonction de modules spécifiques visant à élargir et approfondir l'étude de certains thèmes a joué un rôle essentiel. Dans certains cas, cette adjonction s'est accompagnée de la refonte du questionnaire de base ou, du moins, de certaines de ses parties, avec un double objectif : continuer à s'adapter à l'évolution de la situation en introduisant des techniques améliorées de recherche et améliorer l'étude de certaines variables.

25. Comme indiqué ci-dessus, la taille des échantillons a été modifiée pour les rendre représentatifs au niveau national et au niveau des grands ensembles

politico-administratifs, la désagrégation des données en facilitant le traitement.

26. Toutes ces activités sont généralement effectuées par les bureaux nationaux de statistiques des pays de la région, qui coiffent les systèmes statistiques nationaux et ont beaucoup contribué à l'amélioration des travaux statistiques. Il y a eu exception à la règle dans quelques cas où des organismes publics, autres que les bureaux nationaux de statistiques ont été chargés de réaliser des enquêtes, comme en Équateur (Ministère du travail et de la sécurité sociale) dont les responsabilités en matière d'enquête ont été dévolues l'année dernière au bureau national de statistique; en El Salvador (Ministère de la planification et de la coordination du développement économique et social); et en République dominicaine (Banque centrale). Il faut désormais s'attacher à renforcer et moderniser les bureaux nationaux de statistiques.

27. Des progrès considérables ont été accomplis ces dernières années dans le traitement électronique de l'information, bien que la qualité de ce traitement reste insuffisante dans la plupart des pays de la région du fait du matériel de micro-informatique et des logiciels statistiques utilisés.

28. Malgré le nombre important d'enquêtes sur les ménages qui sont entreprises dans la région, les degrés de fiabilité, d'actualité et de comparabilité des données laissent beaucoup à désirer. De plus, les diverses enquêtes dont il a été question étant très complémentaires, il faudra à l'avenir s'attacher à améliorer leur cohérence et leur intégration. La CEPALC, la Banque interaméricaine de développement (BID) et la Banque mondiale s'emploient à conclure un accord technique pour coordonner la mise en place d'un vaste plan de soutien à l'amélioration des systèmes intégrés d'enquêtes sur les ménages dans les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes.

29. De même, il apparaît clairement qu'il faudra à l'avenir renforcer et améliorer la coordination entre les producteurs et les utilisateurs de statistiques, puisque ce sont, en définitive, les utilisateurs qui déterminent l'intérêt, l'utilisation et l'importance véritables des informations statistiques tirées des enquêtes sur les ménages.

30. En conclusion, pour relever les défis qui se posent dans ce domaine d'activités, les pays de la région doivent être plus nombreux à entreprendre, sur une base régulière ou non, de nouveaux programmes d'enquêtes sur les ménages, et les bureaux de statistiques doivent être renforcés. Il faut également améliorer la qualité, l'actualité et la couverture des données; revoir les questionnaires, et éventuellement procéder à leur refonte thématique, pour y introduire un certain nombre de nouveaux thèmes qui ne sont généralement pas abordés dans les enquêtes, comme l'évaluation de l'efficacité des programmes sociaux cherchant à remédier à la détérioration de l'emploi et des salaires, ainsi que d'autres thèmes qui sont fort utiles pour la programmation et l'évaluation des politiques visant à favoriser la croissance économique et promouvoir l'équité sociale.

IV. PUBLICATIONS DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR  
L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES SUR LE THÈME  
DE LA PAUVRETÉ

31. Ces dernières années, la CEPALC a réalisé un grand nombre d'études qui portent sur l'évaluation de la pauvreté dans les pays d'Amérique latine pendant une période donnée. Certaines études sont consacrées à des thèmes méthodologiques, alors que d'autres abordent des sujets tels que les résultats des estimations, la description et l'analyse du phénomène de la pauvreté et son évolution, et les projets de politiques de dépaupérisation. Citons quelques exemples : "Magnitud de la pobreza en América Latina en los años ochenta" (LC/G.1653-P); "El perfil de la pobreza en América Latina a comienzos de los años 90" (LC/L.716); et "Panorama social de América Latina" (LC/G.1844). Pour les études qui examinent les situations nationales en collaboration avec les organisations des pays concernés, on se reportera, par exemple, aux documents suivants : "La pobreza en Chile en 1992" (LC/R.1351) et "Magnitud y evolución de la pobreza en México, 1984-1992" (INEGI-CEPALC, 1993).

Notes

<sup>1</sup> Voir par exemple les études de la CEPALC intitulées "Magnitud de la pobreza en América Latina en los años ochenta" (LC/G.1653-P), "Una estimación de la magnitud de la pobreza en Chile, 1987" (LC/L.599), et "Ecuador: Mapa de necesidades básicas insatisfechas".

<sup>2</sup> La CEPALC établit périodiquement les estimations de l'ampleur de la pauvreté dans les pays d'Amérique latine dans des documents annuels tels que "Panorama Social de América Latina", dont l'édition de 1994 (LC/G.1844) comprend les données les plus récentes dont on dispose sur la pauvreté, la répartition des revenus, l'emploi et les dépenses sociales dans les pays de la région.

<sup>3</sup> Voir en particulier les études de la CEPALC "Panorama social de América Latina" (LC/G.1844) et "El perfil de la pobreza en América latina a comienzos de los años 90" (LC/L.716).

## ANNEXE

## Tableaux supplémentaires

Tableau A.1

Recensements de la population et de l'habitation dans les pays d'Amérique latine

Pays	Recensement	Agent d'exécution	Date	Type
Argentine	Recensement national de la population et de l'habitation	Instituto Nacional de Estadística y Censos	15 mai 1991	de facto
Bolivie	Recensement national de la population et de l'habitation	Instituto Nacional de Estadística	3 juin 1992	de facto
Brésil	Dixième recensement général	Instituto Brasileiro de Geografia y Estadística	1er septembre 1991	..
Chili	Seizième recensement national de la population et cinquième recensement de l'habitation	Instituto Nacional de Estadística	22 avril 1992	de facto
Colombie	Quinzième recensement national de la population et quatrième recensement de l'habitation	Departamento Administrativo Nacional	15 octobre 1985	de jure
Costa Rica	Huitième recensement de la population	Dirección General de Estadística y Censos	10 juin 1984	de jure
Cuba	Recensement de la population et de l'habitation	Comité Estatal de Estadísticas	11 septembre 1981	de jure
Équateur	Cinquième recensement de la population et quatrième recensement de l'habitation	Instituto Nacional de Estadística y Censos	25 novembre 1990	de facto
El Salvador	Cinquième recensement national de la population et quatrième recensement de l'habitation	Dirección General de Estadística y Censos	..	..
Guatemala	Quatrième recensement national de la population et neuvième recensement de l'habitation	Dirección General de Estadística	23 mars 1981	de jure
Haïti	Recensement général de la population et de l'habitation	Institut haïtien de la statistique et de l'information	Septembre 1982	..
Honduras	Recensement national de la population et de l'habitation	Dirección General de Estadística	28 mai 1988	de jure
Mexique	Onzième recensement général de la population et de l'habitation	Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática	12 mars 1990	de jure
Nicaragua	Recensement national de la population	Instituto Nacional de Estadística y Censos	20 avril 1971	..
Panama	Neuvième recensement national de la population et cinquième recensement de l'habitation	Dirección de Estadística y Censo	13 mai 1990	de facto
Paraguay	Recensement national de la population et de l'habitation	Dirección General de Estadística y Censo	26 août 1992	de facto
Pérou	Neuvième recensement de la population et quatrième recensement de l'habitation	Instituto Nacional de Estadística e Informática	Zones urbaines : 11 juillet 1993 Zones rurales : 12 au 26 juillet 1993	de facto

Pays	Recensement	Agent d'exécution	Date	Type
République dominicaine	Septième recensement national de la population et de l'habitation	Secretariado Técnico de la Presidencia	1993	de facto
Uruguay	Sixième recensement de la population et quatrième recensement de l'habitation	Dirección General de Estadística y Censos	23 octobre 1985	de facto
Venezuela	Douzième recensement général de la population et de l'habitation	Oficina Central de Estadística e Informática	21 octobre 1990	de jure

Source : Division de la statistique et des projections de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Note : Les deux points (..) indiquent que les données ne sont pas disponibles ou n'ont pas été communiquées séparément.

Tableau A.2

Recensements de la population et de l'habitation dans les pays ou territoires anglophones des Caraïbes

Pays ou territoire	Date du recensement
Antilles néerlandaises	27 janvier 1992
Aruba	7 octobre 1991
Bahamas	1er mai 1990
Barbade	1er mai 1990
Belize	12 mai 1991
Dominique	12 mai 1991
Grenade	12 mai 1991
Îles Caïmanes	15 octobre 1991
Îles Vierges britanniques	12 mai 1991
Jamaïque	7 avril 1991
Saint-Kitts-et-Nevis	12 mai 1991
Sainte-Lucie	12 mai 1991
Suriname	1992
Trinité-et-Tobago	15 mai 1990

Source : Voir tableau A.1.

Tableau A.3

## Enquête sur les ménages en Amérique latine

Pays	Recensement ou enquête	Agent d'exécution	Date et périodicité	Couverture géographique	Taille de l'échantillon
Argentine	Enquête sur les revenus et les dépenses des ménages	Instituto Nacional de Estadística y Censo (INDEC)	Juillet 1985 à juillet 1986	Zone métropolitaine	2 745 unités de dépense
	Enquête permanente sur les ménages	INDEC	Mai et octobre Deux par an	Zone métropolitaine et 27 agglomérations urbaines	1992 : 3 100 ménages
Bolivie	Enquête sur le budget familial	Instituto Nacional de Estadística (INE)	Janvier 1990 à janvier 1991	La Paz, Cochabamba, El Alto et Santa Cruz	6 093 habitations
	Programme intégré d'enquête sur les ménages	INE	Variable Annuelle	8 Capitales départementales et El Alto	1992 : 5 895 ménages
Brésil	Enquête sur le budget familial	Instituto Brasileiro de Geografía y Estadística (IBGE)	Mars 1987 à février 1988	Régions métropolitaines, Brasília et municipalités de l'État de Goiás	Variable suivant les régions
	Enquête nationale par sondage auprès des ménages	IBGE	Quatrième trimestre Annuelle	Nationale	Quatrième trimestre 1990 : 73 200 ménages
Chili	Quatrième enquête sur le budget familial	Instituto Nacional de Estadística (INE)	Décembre 1987 - Novembre 1988	Grand Santiago	5 076 ménages
	Programme intégré d'enquête sur les ménages	INE	Trimestrielle	Nationale	Quatrième trimestre 1990 : 32 523 ménages
	Enquête socio-économique	Ministerio de Planificación y Cooperación	1987, 1990, 1992 Novembre	Nationale	1992 : 27 666 ménages
Colombie	Enquête sur les revenus et les dépenses des ménages	Departamento Administrativo Nacional (DANE)	Mars 1984 à février 1985	15 villes principales	28 704 habitations
	Enquête générale sur les ménages	DANE	Quatre par an Variable	8 principales villes Zone rurale	15 626 ménages
Costa Rica	Enquête nationale sur les revenus et les dépenses des ménages	Dirección General de Estadística y Censos (DGEC)	Novembre 1987 à novembre 1988	Nationale	4 884 ménages
	Enquête à objectifs multiples sur les ménages	DGEC	Juillet Annuelle	Nationale	1993 : 8 696 ménages
Équateur	Enquête sur les revenus et les dépenses des ménages	Instituto Nacional de Estadística y Censos (INEC)	Juillet 75 à juin 76 Sept. 78 à oct. 79	Zone urbaine Zone rurale	9 606 habitations 4 200 habitations
	Enquête sur les ménages : volet relatif au budget familial	INEC	Septembre à novembre 1991	Zone urbaine	5 039 ménages
	Enquête nationale sur l'emploi, le chômage et le sous-emploi en milieu urbain	Instituto Nacional del Empleo et INEC	Variable Annuelle	Zone urbaine	Juillet 1993 : 4 491 habitations

Pays	Recensement ou enquête	Agent d'exécution	Date et périodicité	Couverture géographique	Taille de l'échantillon
El Salvador	Enquête nationale sur les revenus et les dépenses des ménages en zone urbaine	Ministerio de Planificación y Coordinación del Desarrollo Económico y Social	Avril 1990 à avril 1991	Zone urbaine	3 536 habitations
	Enquête à objectifs multiples sur les ménages	MIPLAN	Variable Annuelle	Zone urbaine 1992 : nationale	1991 : 5 321 habitations
Guatemala	Enquête nationale sur les revenus et les dépenses des familles	Dirección General de Estadística	Novembre 1979 à août 1981	Nationale	9 688 ménages
	Enquête sur l'emploi dans la zone métropolitaine	Instituto Nacional de Estadística	Variable Variable	Zone métropolitaine	1990 : 1 038 ménages
Haïti	Enquête sur les dépenses des ménages	Institut haïtien de la statistique et de l'information	1976	Zone métropolitaine de Port-au-Prince	..
Honduras	Enquête sur les revenus et les dépenses des familles	Dirección General de Estadística (DGEC)	1978-1979	Zone urbaine	..
	Enquête permanente à objectifs multiples sur les ménages	DGEC	Mars et septembre Deux par an	Nationale	Septembre 1992 : 4 757 ménages
Mexique	Enquête nationale sur les revenus et les dépenses des ménages	Instituto Nacional de Estadística, Geografía et Informática (INEGI)	1992	Nationale	Quatrième trimestre 1992 : 13 550 habitations
	Enquête nationale sur l'emploi en milieu urbain	INEGI	Trimestrielle	Zone urbaine	Troisième trimestre 1992 : 38 388 ménages
Nicaragua	Enquête sur les revenus et les dépenses des familles	Instituto Nacional de Estadística y Censos (INEC)	Mai 1984 à juin 1985	Managua	..
	Enquête à objectifs multiples sur les ménages	INEC	1993	Nationale	..
Panama	Enquête sur les conditions de vie familiale	Dirección de Estadística y Censo (DEC)	Avril 1983 à mars 1984	Panama	1 070 habitations
	Enquête sur les travailleurs manuels	DEC	Août (1 par an)	Nationale	1991 : 8 867 ménages
Paraguay	Enquête sur le budget familial	Banco Central	1979	Asunción et neuf villes de l'intérieur	..
	Enquête sur les travailleurs manuels dans les ménages	Dirección General de Estadística y Censo	Variable Annuelle	Zone métropolitaine	1992 : 1 052 ménages
Pérou	Enquête sur les revenus et les dépenses des ménages dans la zone métropolitaine de Lima ENAPROM III	Instituto Nacional de Estadística e Informática (INEI)	1988	Zone métropolitaine de Lima et de Callao	352 habitations



Pays	Recensement ou enquête	Agent d'exécution	Date et périodicité	Couverture géographique	Taille de l'échantillon
	ENAPROM IV	INEI	Février à décembre 1989	Zone métropolitaine de Lima et de Callao	..
	Enquête complémentaire sur la consommation ENSECO	INEI	1990 Variable	Zone métropolitaine de Lima	Troisième trimestre : 648 habitations
	Enquête nationale sur le niveau de vie des ménages ENNIV	INEI	1985 à 1986	Nationale	5 024 habitations
	Enquête sur le niveau de vie ENNIV-90	Banque mondiale et Instituto CUANTO S.A.	Juin et juillet 1990	Zone métropolitaine de Lima	..
	Enquête nationale sur le niveau de vie des ménages ENNIV-91	Banque mondiale et Instituto CUANTO S.A.	Octobre et novembre 1991	Nationale	..
République dominicaine	Enquête nationale sur la population active	Banco Central	À partir de 1991 Deux par an	Nationale	..
Uruguay	Enquête sur les revenus et les dépenses des ménages	Dirección General de Estadística y Censos	Août 1982 à septembre 1983	Montevideo et cinq villes de l'intérieur	2 010 habitations
	Enquête permanente sur les ménages	Instituto Nacional de Estadística	Semestrielle Deux par an	Zone urbaine	Deuxième semestre 1992 : 9 282 ménages
Venezuela	Enquête sur le budget familial	Oficina Central de Estadística e Informática (OCEI) et Banco Central	Avril 1988 à mars 1989	Zone urbaine (villes d'au moins 10 000 habitants)	..
	Enquête par sondage auprès des ménages	OCEI	Semestrielle Deux par an	Nationale	Deuxième semestre 1992 : 62 775 ménages

Source : Voir tableau A.1.

Note : Les deux points (..) indiquent que les données ne sont pas disponibles ou n'ont pas été communiquées séparément.

-----